

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/31027]

19 JUILLET 2017. — Décret relatif à la mise en œuvre du plan de pilotage des établissements scolaires, à l'aide spécifique aux directions dans l'enseignement maternel, primaire et fondamental, ordinaire et spécialisé, et à un encadrement complémentaire en personnel éducatif et administratif dans l'enseignement secondaire spécialisé

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Article 1^{er}. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 67, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « A la date fixée par le Gouvernement et au plus tard pour le 1^{er} septembre 2018, chaque établissement élabore un plan de pilotage pour une période de 6 ans, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, et comprenant notamment les points suivants : » sont remplacés par les mots : « Un plan de pilotage d'une durée de 6 ans est élaboré dans chaque établissement, selon le phasage suivant :

- à partir du 1^{er} septembre 2018 pour l'ensemble des établissements volontaires scolarisant, à l'établissement près, un tiers des élèves de chaque réseau, et de chaque niveau d'enseignement. Lorsque, au sein d'un réseau et d'un niveau, le nombre d'établissements volontaires est trop important, les établissements des zones proportionnellement les plus représentées scolarisant le plus petit nombre d'élèves au 15 janvier 2017 sont postposés aux phases suivantes. Lorsqu'un Pouvoir organisateur compte plusieurs établissements, l'ensemble des établissements de ce même Pouvoir organisateur, s'ils le souhaitent, peuvent être considérés comme un et un seul établissement pour peu que le nombre d'élèves scolarisés collectivement par l'ensemble de ces établissements ne dépasse pas 250 élèves au 15 janvier 2017, sans préjudice de l'élaboration d'un plan de pilotage dans chaque établissement. S'il n'y a pas assez d'établissements volontaires au sein d'un réseau et d'un niveau, s'ajoutent à ces derniers les établissements non volontaires des zones proportionnellement les moins représentées scolarisant le plus grand nombre d'élèves ;
- à partir du 1^{er} septembre 2019 pour une nouvelle tranche de l'ensemble des établissements volontaires scolarisant, à l'établissement près, un tiers des élèves de chaque réseau et de chaque niveau d'enseignement. Lorsque, au sein d'un réseau et d'un niveau, le nombre d'établissements volontaires est trop important, les établissements des zones proportionnellement les plus représentées scolarisant le plus petit nombre d'élèves au 15 janvier 2018 sont postposés à l'année scolaire suivante. Lorsqu'un Pouvoir organisateur compte plusieurs établissements, l'ensemble des établissements de ce même Pouvoir organisateur, s'ils le souhaitent, peuvent être considérés comme un et un seul établissement pour peu que le nombre d'élèves scolarisés collectivement par l'ensemble de ces établissements ne dépasse pas 250 élèves au 15 janvier 2018, sans préjudice de l'élaboration d'un plan de pilotage dans chaque établissement. S'il n'y a pas assez d'établissements volontaires au sein d'un réseau et d'un niveau, s'ajoutent à ces derniers les établissements non volontaires des zones proportionnellement les moins représentées scolarisant le plus grand nombre d'élèves ;
- à partir du 1^{er} septembre 2020 pour tous les autres établissements scolaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par « niveau d'enseignement », d'une part, l'enseignement maternel et primaire et, d'autre part, l'enseignement secondaire. Par ailleurs, on entend par « réseau » un ensemble d'établissements dont les pouvoirs organisateurs sont affiliés ou conventionnés à un même organe de représentation et de coordination.

Les Fédérations de pouvoirs organisateurs et le Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française transmettent à l'administration pour le 21 août 2017 et le 30 juin 2018 la liste de l'ensemble des établissements affiliés ou conventionnés volontaires.

Le plan de pilotage, dont le modèle et les modalités sont arrêtées par le Gouvernement, comprend notamment les points suivants : ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 2. Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, à l'article 116, il est ajouté un paragraphe 1bis, rédigé comme suit :

« § 1bis. Dans le respect de la dévolution des emplois visés au § 2, pour les établissements qui mettent en œuvre un plan de pilotage selon les modalités prévues à l'article 67, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les emplois d'éducateur, de secrétaire de direction et du personnel administratif, organisés ou subventionnés dans l'enseignement secondaire spécialisé, sont comptabilisés dans un capital-périodes constitué en multipliant par 38 le nombre guide atteint selon la grille de répartition suivante :

80 élèves : 1
120 élèves : 1,5
160 élèves : 2
200 élèves : 2,5
240 élèves : 3
320 élèves : 4
400 élèves : 5
500 élèves : 6
600 élèves : 7
760 élèves : 8
920 élèves : 9
1 080 élèves : 10
1 240 élèves : 11
1 400 élèves : 12
1 560 élèves : 13
1 720 élèves : 14

Par tranche entière supplémentaire de 160 élèves, le nombre guide est augmenté de 1.

Pour la comptabilisation des élèves relevant de l'enseignement de type 5, le nombre d'élèves sera déterminé par la moyenne des présences des élèves réguliers durant l'année précédente, si ce type d'enseignement était organisé pendant cette durée.

Le renforcement de l'encadrement en personnel éducatif et administratif des écoles secondaires spécialisées, visé à l'alinéa 1bis, est effectif à partir de l'année scolaire qui précède celle au cours de laquelle l'établissement élabore son plan de pilotage. ».

Art. 3. Dans le décret du 3 mars 2004 précité, à l'article 116, le § 1^{er} est abrogé au 31 août 2019.

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Art. 4. Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les mots « sans classe » sont supprimés de l'intitulé du chapitre II du titre V.

Art. 5. Dans le décret du 2 février 2007 précité, l'article 109, alinéa 1^{er}, 1^o, est remplacé par :

1^o aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales : toute forme de soutien administratif ou éducatif en personnel, mise en œuvre dans le cadre de la gestion d'un établissement scolaire à l'exception des tâches pédagogiques qui s'inscrivent dans les objectifs du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Cette aide en personnel est affectée au sein de l'établissement scolaire ou, après avoir pris, pour chaque année scolaire, l'avis des directions concernées, au sein de structures regroupant plusieurs établissements en vue de permettre la mutualisation de cette aide administrative ou éducative.

Pour les établissements qui, durant les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, ne bénéficient pas de l'aide administrative visée à l'article 110, § 1bis, on entend par « aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales » : toute forme de soutien mise en œuvre dans le cadre de la gestion d'un établissement scolaire, à l'exception des tâches pédagogiques.

Art. 6. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 110, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « jusqu'à l'année scolaire 2018-2019 incluse, » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement alloue, » et les mots « par élève ».

Art. 7. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 110, il est ajouté un nouveau § 1bis, rédigé comme suit :

« § 1bis. Le Gouvernement alloue, pour l'organisation de l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales, un montant annuel de 60 euros par élève régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans un établissement d'enseignement maternel, primaire et fondamental ordinaire comptant au moins 180 élèves et un montant annuel de 95 euros par élève régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans un établissement d'enseignement maternel, primaire et fondamental spécialisé comptant au moins 180 élèves.

Cette aide spécifique est octroyée à partir de l'année scolaire qui précède celle au cours de laquelle l'établissement élabore son plan de pilotage.

En cas de restructuration d'établissement au 1^{er} septembre, l'aide spécifique est calculée en prenant en considération les élèves inscrits au 15 janvier précédent dans les établissements issus de la restructuration.

Plusieurs établissements d'enseignement maternel, primaire et fondamental ordinaire ou spécialisé peuvent se regrouper afin d'atteindre le nombre minimal de 180 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente pour pouvoir bénéficier des moyens prévus à l'alinéa 1^{er}.

Une convention reprenant la liste des différents pouvoirs organisateurs ou des établissements de la Communauté française et envisageant l'utilisation des moyens alloués est transmise pour information à la Direction générale de l'enseignement obligatoire avant le 30 juin précédant la date de son entrée en vigueur et avant le 21 août pour l'année scolaire 2017-2018. Cette convention porte sur une ou plusieurs années scolaires.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont indexés en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, pendant 18 années à partir du 1^{er} septembre 2018, un montant indexé de 0,40 euro par élève sera ajouté chaque année au forfait de 60 euros pour l'enseignement fondamental ordinaire, et un montant indexé de 0,50 euro sera ajouté chaque année au forfait de 95 euros pour l'enseignement fondamental spécialisé.

Ces montants sont nécessairement affectés à l'engagement de personnel pour assurer l'aide spécifique aux directions visée à l'article 109, alinéa 1^{er}, 1^o.

Néanmoins, si au terme des engagements en personnel qui ont pu être réalisés en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente, il subsiste un montant inférieur à 5.000 euros, ce montant peut être utilisé pour acheter du matériel destiné exclusivement à l'aide administrative, en accord avec la ou les directions concernées.

Uniquement pour les directions avec classe, l'aide spécifique aux directions dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé peut être totalement transformée en périodes si le pouvoir organisateur en fait la demande auprès de l'administration avant le 30 juin de l'année scolaire précédant l'attribution de l'aide spécifique et avant le 21 août pour l'année scolaire 2017-2018. La transformation de la totalité de l'aide spécifique est effectuée sur base du montant annuel par élève régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente divisé par le coût annuel moyen par niveau d'une période, selon la fonction d'origine du directeur. Ce coût annuel moyen est fixé chaque année par circulaire par le Ministre compétent. Les périodes octroyées dans ce cadre, arrondies à l'unité inférieure, sont exclusivement utilisées pour décharger le directeur de son temps de classe.

Lorsque l'aide spécifique est totalement convertie en périodes conformément à l'alinéa précédent, la norme de 180 élèves n'est pas d'application. A titre transitoire, pour les années scolaires 2017-2018 et 2018-2019, la norme de 180 élèves pour pouvoir bénéficier de l'aide spécifique n'est pas non plus d'application. ».

Art. 8. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 110, il est ajouté un nouveau § 1^{ter}, rédigé comme suit :

« § 1^{ter}. Les montants visés aux §§ 1 et 1^{bis} ne sont pas cumulables. ».

Art. 9. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 110, § 2, les mots « le paragraphe précédent » sont remplacés par les mots « les paragraphes précédents ».

Art. 10. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 110, les §§ 1^{er} et 3 à 5 sont abrogés au 31 août 2019.

Art. 11. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 111, les mots « article 110, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « article 110, §§ 1^{er} et 1^{bis} ».

Art. 12. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 112, § 1^{er}, les mots « article 110, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « article 110, §§ 1^{er} et 1^{bis} ».

Art. 13. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 113, la modification suivante est apportée :

— au § 3, les mots « visés à l'article 110, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « visés à l'article 110, §§ 1^{er} et 1^{bis} ».

Art. 14. Dans le décret du 2 février 2007 précité, à l'article 114, les modifications suivantes sont apportées :

— au § 1^{er}, les mots «, après avoir consulté les directions concernées, », sont insérés entre les mots « peut » et « être créé sur une base volontaire » ;

— au § 2, alinéa 1^{er}, les mots «, après avoir consulté les directions concernées, », sont insérés entre les mots « décide » et « de l'adhésion de son ou de ses établissements ».

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} août 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31027]

19 JULI 2017. — Decreet betreffende de verwezenlijking van het sturingsplan van schoolinrichtingen, de specifieke hulpverlening aan de directies in het gewoon en gespecialiseerd kleuter-, lager en basisonderwijs, en een aanvullende omkadering voor het opvoedend en administratief personeel in het gespecialiseerde secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Artikel 1. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 67, § 2, eerste lid, worden de woorden “Op de door de Regering bepaalde datum en ten laatste voor 1 september 2018, stelt iedere inrichting een sturingsplan op voor een periode van 6 jaar, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, met inbegrip inzonderheid van de volgende elementen:” vervangen door de woorden “Er wordt een sturingsplan van 6 jaar in elke inrichting opgesteld, met inachtneming van de volgende fasen :

- vanaf 1 september 2018, voor alle vrijwillige inrichtingen waarin, op één inrichting na, één derde van de leerlingen van elk net en elk onderwijsniveau schoollopen. Wanneer het aantal vrijwillige inrichtingen binnen een net of niveau te hoog is, worden de inrichtingen van de zones die verhoudingsgewijs het meest vertegenwoordigd zijn en waarin het kleinste aantal leerlingen op 15 januari 2017 schoollopen, in volgende fasen opgenomen. Wanneer een inrichtende macht verschillende inrichtingen telt, kunnen alle inrichtingen van die inrichtende macht, als ze dit wensen, worden beschouwd als één en dezelfde inrichting, voor zover het aantal leerlingen die in al deze inrichtingen collectief schoollopen, op 15 januari 2017 niet hoger is dan 250 leerlingen, onverminderd het opstellen van een sturingsplan in elke inrichting. Als er niet voldoende vrijwillige inrichtingen zijn binnen een net en een niveau, dan komen bij deze de niet vrijwillige inrichtingen van de verhoudingsgewijs minst vertegenwoordigde zones waarin het grootste aantal leerlingen schoollopen;
- vanaf 1 september 2019, voor een nieuwe schijf van alle vrijwillige inrichtingen waarin, op één inrichting na, één derde van de leerlingen van elk net en elk onderwijsniveau schoollopen. Wanneer het aantal vrijwillige inrichtingen binnen een net of niveau te hoog is, worden de inrichtingen van de zones die verhoudingsgewijs het meest vertegenwoordigd zijn en waarin het kleinste aantal leerlingen op 15 januari 2018 schoollopen, in het volgende schooljaar opgenomen. Wanneer een inrichtende macht verschillende inrichtingen telt, kunnen alle inrichtingen van die inrichtende macht, als ze dit wensen, worden beschouwd als één en dezelfde inrichting, voor zover het aantal leerlingen die in al deze inrichtingen collectief schoollopen, op 15 januari 2018 niet hoger is dan 250 leerlingen, onverminderd het opstellen van een sturingsplan in elke inrichting. Als er niet voldoende vrijwillige inrichtingen zijn binnen een net en een niveau, dan komen bij deze de niet vrijwillige inrichtingen van de verhoudingsgewijs minst vertegenwoordigde zones waarin het grootste aantal leerlingen schoollopen;
- vanaf 1 september 2020 voor alle andere schoolinrichtingen.

Voor de toepassing van het vorige lid, wordt onder “onderwijsniveau” verstaan, enerzijds, het kleuter- en lager onderwijs en, anderzijds, het secundair onderwijs. Overigens wordt onder “net” verstaan een geheel van inrichtingen waarvan de inrichtende machten aangesloten zijn bij of een overeenkomst hebben gesloten met éénzelfde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

De Federaties van inrichtende machten en de algemene dienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs sturen de administratie voor 21 augustus 2017 en 30 juni 2018 de lijst van alle vrijwillige inrichtingen die aangesloten zijn of een overeenkomst hebben gesloten.

Het sturingsplan, waarvan het model en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld, omvat inzonderheid de volgende punten :”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 2. In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, in artikel 116, wordt een paragraaf *1bis* toegevoegd, luidend als volgt :

“§ *1bis*. Met inachtneming van de toekenning van de in § 2 bedoelde betrekkingen, voor de inrichtingen die een sturingsplan opstellen en uitvoeren volgens de nadere regels bepaald in artikel 67, § 2, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de betrekkingen van opvoeder, directiesecretaris en van het administratief personeel, georganiseerd of gesubsidieerd in het gespecialiseerd secundair onderwijs, opgenomen in een lestijdenpakket dat wordt berekend door het volgens de volgende verdeeltabel gekregen kencijfer met 38 te vermenigvuldigen :

- 1° 80 leerlingen : 1
- 2° 120 leerlingen : 1,5
- 3° 160 leerlingen : 2
- 4° 200 leerlingen : 2,5
- 5° 240 leerlingen : 3
- 6° 320 leerlingen : 4
- 7° 400 leerlingen : 5
- 8° 500 leerlingen : 6
- 9° 600 leerlingen : 7
- 10° 760 leerlingen : 8
- 11° 920 leerlingen : 9
- 12° 1 080 leerlingen : 10

13° 1 240 leerlingen : 11

14° 1 400 leerlingen : 12

15° 1 560 leerlingen : 13

16° 1720 leerlingen : 14

Voor elke bijkomende volledige schijf van 160 leerlingen, wordt het kencijfer met 1 verhoogd.

Voor het optellen van de leerlingen die behoren tot het onderwijs van type 5, wordt het aantal leerlingen bepaald door de gemiddelde aanwezigheid van de regelmatige leerlingen tijdens het vorige jaar, indien dit soort onderwijs tijdens deze duur georganiseerd werd.

De versterking van de omkadering inzake opvoedend en administratief personeel van de gespecialiseerde secundaire scholen, bedoeld in het eerste lid bis, is van toepassing vanaf het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar waarin de inrichting haar sturingsplan opstelt.”.

Art. 3. In het voormelde decreet van 3 maart 2004, in artikel 116, wordt § 1 op 31 augustus 2919 opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 4. In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, worden de woorden “zonder klasse” verwijderd uit het opschrift van hoofdstuk II van titel V.

Art. 5. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, wordt artikel 109, eerste lid, 1°, vervangen door :

1° specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen : elke vorm van administratieve of educatieve ondersteuning inzake personeel, toegepast in het kader van het beheer van een schoolinrichting, met uitzondering van de pedagogische taken bedoeld bij de doelstellingen van het decreet 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. Die steun inzake personeel wordt bestemd voor de schoolinrichting of, nadat, voor elk schooljaar, het advies van de betrokken directies werd genomen, voor de structuren die verschillende inrichtingen overkoepelen, om die administratieve of educatieve ondersteuning wederzijds te kunnen organiseren.

Voor de inrichtingen die, gedurende de schooljaren 2017-2018 en 2018-2019, de in artikel 110, § 1bis, bedoelde administratieve hulpverlening niet genieten, wordt onder “specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen” verstaan : elke vorm van ondersteuning in het kader van het beheer van een schoolinrichting, met uitzondering van de pedagogische taken.

Art. 6. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 110, § 1, eerste lid, worden de woorden “, tot en met het schooljaar 2018-2019” ingevoegd tussen de woorden “De Regering kent” en de woorden “, per leerling”.

Art. 7. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 110, wordt een nieuwe paragraaf 1bis toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 1bis. De Regering kent, voor de organisatie van de specifieke hulpverlening aan de directies van kleuter-, lagere en basisscholen, een jaarlijks bedrag van 60 euro toe voor elke leerling die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven is in een inrichting voor gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs die minstens 180 leerlingen telt, en een jaarlijks bedrag van 95 euro voor elke leerling die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven was in een inrichting voor gespecialiseerd kleuter-, lager en basisonderwijs dat minstens 180 leerlingen telt.

Die specifieke hulpverlening wordt toegekend vanaf het schooljaar voorafgaand aan het schooljaar waarin de inrichting haar sturingsplan opstelt.

Als een inrichting op 1 september wordt geherstructureerd, wordt de specifieke hulpverlening berekend op grond van de leerlingen die op 15 januari laatstleden ingeschreven waren in de inrichtingen die uit de herstructurering voortvloeien.

Verscheidene inrichtingen voor gewoon of gespecialiseerd kleuter-, lager en basisonderwijs kunnen worden gegroepeerd om het minimumaantal van 180 leerlingen die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven waren te bereiken, om de in het eerste lid bedoelde middelen te kunnen genieten.

Een overeenkomst die de lijst van de verschillende inrichtende machten of van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap vermeldt en die de aanwending van de toegekende middelen bepaalt, wordt ter informatie aan de algemene directie leerplichtonderwijs voorgelegd vóór 30 juni voorafgaand aan de inwerkingtreding ervan en vóór 21 augustus voor het schooljaar 2017-2018. Die overeenkomst heeft betrekking op één of meer schooljaren.

De in het eerste lid bedoelde bedragen worden geïndexeerd door toepassing op de bedragen van het vorige burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van januari van het vorige burgerlijk jaar.

Onverminderd het vorige lid, gedurende 18 jaar vanaf 1 september 2018, zal een geïndexeerd bedrag van 0,40 euro per leerling komen bij het forfaitaire bedrag van 60 euro voor het gewoon basisonderwijs, en zal een geïndexeerd bedrag van 0,50 euro elk jaar komen bij het forfaitaire bedrag van 95 euro voor het gespecialiseerd basisonderwijs.

Die bedragen moeten worden bestemd voor de aanwerving van personeel om de specifieke hulpverlening aan de in artikel 109, eerste lid, 1° bedoelde directies te kunnen bezorgen.

Indien een bedrag dat lager is dan 5.000 euro overblijft op het einde van de personeelsaanwervingen die konden verwezenlijkt worden op grond van het aantal leerlingen die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven waren, kan dat bedrag worden aangewend om materieel aan te kopen dat uitsluitend voor de administratieve hulpverlening wordt bestemd, in overeenstemming met de betrokken directie(s).

Alleen voor de directies met klasse, kan de specifieke hulpverlening aan de directies in het gewoon of gespecialiseerd onderwijs in lestijden volledig worden omgezet indien de inrichtende macht dit aanvraagt bij de administratie vóór 30 juni van het schooljaar voorafgaand aan de toekenning van de specifieke hulpverlening en vóór 21 augustus voor het schooljaar 2017-2018. De omzetting van de gehele specifieke hulpverlening wordt verricht op grond van het jaarlijkse bedrag voor elke leerling die op 15 januari van het vorige schooljaar regelmatig ingeschreven was, gedeeld door de gemiddelde jaarlijkse kostprijs per niveau van een lestijd, volgens het oorspronkelijke ambt van de directeur. Die gemiddelde jaarlijkse kostprijs wordt jaarlijks door de bevoegde Minister bij omzendbrief vastgesteld. De in dat kader toegekende lestijden, tot de lagere eenheid afgerond, worden uitsluitend aangewend om de directeur van zijn klastijd te ontlasten.

Wanneer de specifieke hulpverlening in lestijden volledig wordt omgezet overeenkomstig het vorige lid, is de norm van 180 leerlingen niet van toepassing. Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de scholjaren 2017-2018 en 2018-2019, is de norm van 180 leerlingen om de specifieke hulp te kunnen krijgen ook niet van toepassing.”

Art. 8. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 110, wordt een nieuw § 1ter toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 1ter. De in de §§ 1 en 1bis bedoelde bedragen kunnen niet worden gecumuleerd.”.

Art. 9. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 110, § 2, worden de woorden “in de vorige paragraaf” vervangen door de woorden “in de vorige paragrafen”.

Art. 10. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 110, worden de §§ 1 en 3 tot 5 op 31 augustus 2019 opgeheven.

Art. 11. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 111, worden de woorden “artikel 110, § 1” vervangen door de woorden “artikel 110, §§ 1 en 1bis”.

Art. 12. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 112, § 1, worden de woorden “artikel 110, § 1” vervangen door de woorden “artikel 110, §§ 1 en 1bis”.

Art. 13. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 113, wordt de volgende wijziging aangebracht :
in § 3, worden de woorden “bedoeld in artikel 110, § 1” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 110, §§ 1 en 1bis”.

Art. 14. In het voormelde decreet van 2 februari 2007, in artikel 114, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in § 1, worden de woorden “, na raadpleging van de betrokken directies,” ingevoegd tussen de woorden “kan een partnerschap” en de woorden “ op vrijwillige basis plaatsvinden”;
- * in § 2, eerste lid, worden de woorden “, na raadpleging van de betrokken directies,” ingevoegd tussen het woord “beslist” en de woorden “over de toetreding”.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 1 augustus 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. - Voorstel van decreet, nr. 488-1. Verslag, nr. 488-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 18 juli 2017.